

Le Quotidien Numérique

du lundi 22 mai 2017
7 Jrs/7

d' Afrique

N°397

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Traitez vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 22.

La pêche à bilanga : c'est rentable mais les difficultés aussi

Page 4



Journée internationale de la Famille 2017 : des panels débats pour marquer la commémoration

Page 5



Assemblée générale AJB/SYNATIC : La sécurité des reporters et les conditions de vie et de travail des journalistes dans les médias privés et publics au menu des échanges

Page 2



Macron en visite à Gao: un premier couac diplomatique envers l'Algérie?

Page 18



SOCIÉTÉ

Assemblée générale AJB/SYNATIC : La sécurité des reporters et les conditions de vie et de travail des journalistes dans les médias privés et publics au menu des échanges

Région du Centre



Le présidium.

L'Association des journalistes du Burkina (AJB) et le Syndicat autonome des travailleurs de l'information et de la culture (SYNATIC) ont tenu le vendredi 19 mai 2017 au Centre national de presse Norbert Zongo à Ouagadougou, une Assemblée générale conjointe. Deux points majeurs étaient à l'ordre du jour : la sécurité des journalistes reporters et les conditions de vie et de travail des journalistes dans les médias privés et publics.

Le journaliste Guézouma Sanogo, Président de l'AJB a été agressé par un gendarme lors de la dernière édition de la journée nationale du

paysan tenue à Kaya. La maigre raison avancée pour justifier cet acte barbare est qu'il aurait franchi un supposé cordon de sécurité. C'est en cela que l'Association des journalistes du Burkina (AJB) et le Syndicat autonome des travailleurs de l'information et de la culture (SYNATIC) ont organisé conjointement cette assemblée générale pour réfléchir sur les actions à mener mais surtout dénoncer cette autre barbarie semblable à celle qu'ont déjà vécu de nombreux journalistes.

Selon les responsables des deux structures, cette agression est la goutte d'eau qui a fait

déborder le vase, car les exemples d'agressions de journalistes par les forces de sécurité ne datent pas d'aujourd'hui. A travers des témoignages, de nombreux journalistes ont évoqué les relations difficiles qu'ils ont eu à vivre avec des policiers et gendarmes dans le cadre de leur travail. Ces relations sont souvent émaillées d'actes de brutalité et d'humiliation.

Les journalistes n'ont pas fait de cadeau au chargé de communication de l'Etat-major de la Gendarmerie qui a réagi sur son compte Facebook à la suite de la déclaration conjointe AJB/SYNATIC. Pour Zoubaviel

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.



Malgré la forte pluie, les journalistes ont répondu appel.

David Dabiré, « il faut que les organisations professionnelles des médias montrent au capitaine qu'il n'est pas à leur hauteur. La violence gratuite n'a pas sa raison d'être » Quant au doyen, Mamadou Ali Compaoré, il dit s'excusé auprès de jeunes car pour lui, ce sont eux qui ont laissé faire pendant des années.

les consœurs et les confrères à ne pas se laisser décourager par cet acte de violence qui ne répond à aucune logique et les inviter à faire preuve de professionnalisme, à jouer leur rôle de veille, d'interpellation et aussi à défendre les intérêts des populations »

allons dresser une feuille de route à partir des propositions qui ont été faites, et avec l'appui de notre conseil, pour voir quelle suite cela pour donner. Pour le moment, rien a été arrêter », a précisé le SG du SYNATIC.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

Devant de tels agissements, c'est d'abord le moral du journaliste qui est en jeu. Sidiki Dramé, SG du SYNATIC « nous avons tenu à faire cette rencontre pour encourager

Les journalistes se mettent en rang de bataille et ceux par les voies légales pour que la dignité du journaliste soit respectée et que justice soit rendu à travers le cas Guézouma Sanogo. « Nous

ACTU RÉGION

La pêche à bilanga : c'est rentable mais les difficultés aussi

Région de l'Est



« La pêche nous aide beaucoup. Nous avons du bétail et entretenons nos familles avec les revenus de la pêche mais si le poisson manque, nous souffrons.

Au Burkina Faso, la pêche constitue une source de revenus pour beaucoup de gens. Cependant, cette activité connaît souvent des périodes de vaches maigres surtout en saison sèche. Les pêcheurs de Bilanga dans la province de la Gnagna vivent les mêmes réalités que ceux des autres contrées du pays.

La pêche constitue de nos jours une activité rentable mais reste confrontée à d'énormes difficultés. Les pêcheurs de la commune de Bilanga dans la Gnagna n'échappent pas à la règle. Ensablement, envahissement du barrage par des hautes herbes,

autant d'obstacles qui minent le secteur. « La pêche nous aide beaucoup. Nous avons du bétail et entretenons nos familles avec les revenus de la pêche mais si le poisson manque, nous souffrons. Dans ces deux jours, la pratique est devenue très difficile surtout en saison sèche. Mais une fois qu'il pleut, le poisson existe, sinon ton travail sera vain. L'autre difficulté que nous rencontrons c'est les hautes herbes qui envahissent le barrage et contribuent énormément à son ensablement. On pensait qu'en les coupant le problème allait être résolu mais hélas. Nous les avons même brûlés mais rien n'a changé. Maintenant nous savons plus quoi faire. », a affirmé Yelema HANRO

pêcheur au barrage de bilanga.

Pour les transformatrices, même si le poisson leur permet d'améliorer leurs conditions de vie, il devient de plus en plus rare. Binta DJOLGOU explique : « la vente du poisson nous aide beaucoup. Nous utilisons ces bénéfices pour l'achat des habits de nos enfants et l'assaisonnement de nos repas. Cependant, le poisson est cher et rare. De fois on peut vendre un à 500 ou 750 francs CFA et les clients trouvent que c'est trop cher et tu es obligé de ramener à la maison. Si tu retournes demain, toi et les pêcheurs n'allez pas vous entendre, car tu n'as pas assez d'argent pour acheter et aller frire pour revendre. Ils ne peuvent pas te comprendre alors que ce n'est pas de ta faute puisque tu n'as rien vendus »

Adama OUEDRAOGO lui est marieur (grossiste) et dit avoir commencé en tant que pêcheur et aujourd'hui le poisson lui a permis de construire une boutique et acquérir une parcelle.

Face à toutes ces difficultés, les pêcheurs du barrage de Bilanga ont entrepris certaines actions notamment la coupe des herbes et bien d'autres. Mais qu'à cela ne tienne, l'ensablement des barrages reste la principale préoccupation.

D.I.S pour SC Info

Journée internationale de la Famille 2017 : des panels débats pour marquer la commémoration

Région du Centre



Chantal Diallo, patronne de la cérémonie.

Le Burkina Faso à l'instar des pays du monde entier par l'intermédiaire du ministère de la Femme, de la solidarité nationale et de la famille, a commémoré ce 15 mai 2017 la journée internationale de la famille. Placée sous le patronage de madame Chantal Diallo épouse du président de l'Assemblée Nationale, la commémoration est marquée par plusieurs activités dont des panels débats.

Depuis 1993, le 15 mai de chaque année est consacrée à la célébration de la journée internationale de la famille.

Initiée par l'Assemblée Générale des Nation-Unies, cette journée vise à stimuler une réflexion permanente autour des questions préoccupantes sur la situation de la famille et offrir l'opportunité aux dirigeants de prendre à bras-le corps la résolution des problèmes vécus par les familles. Au Burkina Faso, le contexte national est marqué par une propension des mariages d'enfants induisant des conséquences sur la structure familiale d'où le thème « les familles, une vie saine pour un avenir durable ». Selon Yvette Dembélé représentante du Ministre de la Femme de la solidarité nationale et de la Famille, ce thème est centré

sur l'objectif de développement durable « Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges ». Yvette Dembélé a rappelé que la prévalence du mariage d'enfants demeure très forte surtout dans le milieu rural, avec 61,2% des adolescentes de 10-19ans vivant maritalement avec un homme. A en croire la représentante du ministre, face à cette situation le Gouvernement burkinabè a adopté une stratégie nationale de prévention et d'élimination de mariage d'enfants comme référentiel pour plus de synergie pour la promotion de l'abandon de la pratique.

« Quelles stratégies pour réhabiliter la famille dans sa fonction de protection et de sécurisation de ses membres » ?

En plus du thème central, deux sous thèmes ont été retenus pour la commémoration de cette 23^{ème} Journée internationale de la Famille. Le premier porte sur « L'abandon du mariage d'enfants au Burkina Faso : un défi pour la protection des enfants et le bien-être des familles ». Selon les organisateurs, ce sous-thème offre l'opportunité aux participants de réfléchir sur l'ampleur et les conséquences du mariage d'enfants, et les enjeux de la lutte contre cette pratique. Le second sous-thème porte sur « Quelles stratégies pour réhabiliter la

La suite à la page 6

SOCIÉTÉ

La suite de la page 5

famille dans sa fonction de protection et de sécurisation de ses membres » ? Le dernier sous-thème devra permettre aux participants de réfléchir sur les facteurs qui empêchent certaines familles d'être un rempart pour leurs membres et interpeller les acteurs de la protection de la famille sur les actions à entreprendre.

Pour madame Chantal Diallo patronne de cette 23^{ème} édition de la Journée internationale de la Famille, « le mariage d'enfants est une violation des droits fondamentaux des adolescents qui traduit les inégalités de genre ». A l'en croire, cette journée est un moment pour renforcer la sensibilisation des populations sur les problèmes qui bouleversent



Yvette Dembélé représentante du Ministre de la Femme.



En plus du thème central, deux sous thèmes ont été retenus pour la commémoration de cette 23^{ème} Journée internationale de la Famille.

La suite à la page 7

SOCIÉTÉ

La suite de la page 6

le fonctionnement de la société. Pour une véritable protection des membres de la famille, Chantal Diallo a invité les panelistes et les participants aux différents panels à faire des propositions constructives. Madame Edwige Adékambi Domingie représentante du Fonds des Nations-Unies pour la population (UNFPA) a pour sa part déploré la persistance du mariage d'enfants au Burkina Faso. Elle a rappelé que dans le

Sahel du Burkina Faso, 40% des filles de 12 ans sont mariées. Pour mettre fin à cette pratique, Edwige Adékambi Domingie demande la constitutionnalisation de l'âge du premier mariage des filles.

Au regard des difficultés qui gangrènent la Famille au Burkina Faso, à l'issue de cette 23^{ème} Journée internationale de la Famille il est attendu entre autres résultats l'adhésion des familles

pour l'abandon du mariage d'enfants, le renforcement des connaissances et des compétences des adolescents, des membres d'Organisations de la société civile sur le mariage d'enfants et les pratiques traditionnelles néfastes.

Hien Bernard pour SC Info

11^{ème}
SICABAT
 Salon International du Bâtiment **2017**
 SOLUTIONS BTP

6 ⇨ 9
JUILLET
2017
 au SIAO

(+226) 70 25 37 90
 (+226) 74 30 30 01
 sicabat@fasonet.bf

CIMBURKINA, HMX Centre Commercial, AGEIM, SOBELEC, UAT FM, zoodo mail, zodomail.com

publiez vos annonces légales sur Sciences Campus Info

ACTU RÉGION

Semaine Nationale de la Planification Familiale 1ère Edition 2017

L'ABBEF-Antenne de Koupéla s'affiche d'avantage !

Région du Centre-Est



coordonnateur d'Antenne ABBEF de Koupéla, Aboubacar Ouédraogo, Sociologue spécialisé en Santé Publique: « Porter l'information juste pour le changement de comportement vis-à-vis de la contraception est primordial. »

Organisation leader en matière de Santé Sexuelle et Reproductive au Burkina Faso, l'Association Burkinabè pour le Bien Être Familial (ABBEF), s'est profondément engagée avec le Ministère de la Santé et l'ensemble de ses partenaires pour la réussite de la Semaine Nationale de la Planification Familiale (SNPF), 1^{ère} édition 2017. C'est en application de cet engagement que l'Antenne

ABBEF de Koupéla a organisé une série d'activités dans sa zone d'intervention qui couvre les régions du Centre-Est, de l'Est et du Plateau Central.

Dans la Province du Kourittenga, c'est en partenariat avec le District Sanitaire (DS) de Koupéla que le Centre d'Ecoute pour Jeunes de l'ABBEF, situé au Secteur 5 de Koupéla, a organisé des journées de consultations gratuites en Planification Familiale (PF) au profit des jeunes en particulier du 08 au 13 Mai 2017. Différentes

activités de sensibilisation sur la PF ont également été menées au sein de la ville de Koupéla. Ainsi, les résidents des secteurs 1, 2 et 3 ont pu assister à des ciné-débats ; tandis que ceux du secteur 5 ont échangé lors d'un théâtre-forum, conduit par la talentueuse troupe Wend kuuni de Koupéla. Dans l'optique d'assurer l'accès aux services de planification familiale et des soins de qualité aux femmes, surtout les plus éloignées, une équipe mixte ABBEF/DS de Koupéla s'est rendu le 12 Mai à Dassoui, l'un des villages les plus

La suite à la page 9

ACTU RÉGION

La suite de la page 8

éloignés du District (45 km), pour offrir gratuitement des prestations de soins aux filles et aux femmes de la dite localité. La province du Gourma a aussi connu une intervention de l'ABBEF. En effet, en début de semaine, précisément le Mardi 09 Mai 2017, une équipe mobile de l'ABBEF s'est rendue à la Maison des Jeunes de Diabo, afin d'y offrir gratuitement des prestations de soins. Réalisée en partenariat avec la Coordination Communale des Femmes de Diabo, cette activité a intégré une offre en planning familial et un dépistage volontaire du cancer du col de l'utérus, au grand bonheur des

femmes sorties nombreuses à cette occasion. Pour le Coordonnateur d'antenne ABBEF de Koupéla, Aboubacar Ouédraogo, Sociologue spécialisé en Santé Publique, estime que l'objectif est atteint. « Nous sommes satisfaits de la réalisation de nos activités et des résultats atteints. Nous avons pu apporter des informations justes sur la planification familiale, enlever quelques doutes et proposer différentes méthodes contraceptives modernes à des femmes. Nous saisissons l'opportunité de votre micro pour faire un plaidoyer auprès des autorités religieuses de Koupéla

en particulier, afin de permettre aux femmes de faire leur libre choix en matière de contraception. C'est un droit ! Nous remercions le District sanitaire de Koupéla et la Coordination Communale des Femmes de Diabo pour leurs contributions. Nous remercions également Monsieur Zougmore Raphaël pour avoir mis sa troupe de théâtre à la disposition de l'ABBEF. », a-t-il ajouté

Amédée W. SILGA pour SC Info

silgamedee@yahoo.fr



SALON DE LA COMMUNICATION

DES ARTS ET METIERS

Publicité - Médias - Événementiel - Imprimerie

Pour tous les professionnels et les passionnés de la Communication

NE RATEZ PAS CE RENDEZ-VOUS MAJEUR !

Contact : 75 04 80 42 / salondelacommunication@gmail.com

du 1^{er} au

03 Juin 2017

à Ouagadougou

SIAO

- CONFÉRENCES
- EXPOSITIONS
- RENCONTRES D'AFFAIRE
- EVENEMENTS SPÉCIAUX
- DINER GALA
- HOMMAGES & RÉCOMPENSES

Sciences-Campus Info



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Président du Faso découvre les merveilles du Musée de l'Art islamique de Doha

Qatar



Le Musée de l'Art islamique qui s'étend sur une surface de plus de 35 mille mètres carrés a ouvert ses portes le 22 novembre 2008.



C'est un bâtiment de cinq étages qui abrite des salles d'exposition, une bibliothèque et un pavillon dédié à l'enseignement.

En marge de sa visite d'amitié et de travail au Qatar, le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE s'est rendu le jeudi 18 mai 2017 au Musée de l'Art islamique (MIA) de Doha pour voir l'Art islamique dans sa diversité.

Le Musée de l'Art islamique qui s'étend sur une surface de plus de 35 mille mètres carrés a ouvert ses portes le 22 novembre 2008. C'est un bâtiment de cinq étages qui abrite des salles d'exposition, une bibliothèque et un pavillon

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10



Outre des manuscrits, des calligraphies islamiques, le musée compte des objets en céramique, métal, verre, ivoire, textile, bois et des pierres précieuses.



Pour graver son passage dans les archives du MIA, le Président du Faso a laissé le message suivant dans le livre d'or.

dédié à l'enseignement. Outre des manuscrits, des calligraphies islamiques, le musée compte des objets en céramique, métal, verre, ivoire, textile, bois et des pierres précieuses. Le musée rassemble 800 objets d'art et d'histoire collectés sur trois continents, d'Espagne

jusqu'en Inde, et illustrant la civilisation musulmane, du VII^e au XIX^e siècle après JC. C'est dans cet univers riche en enseignement culturel et historique que le Président Roch Marc Christian KABORE a découvert un pan du monde islamique par les explications d'un

des responsables administratif du musée. Émerveillé par ce riche patrimoine islamique, le chef de l'État ne s'est pas montré avare en questions. Tout au long de la visite, il a suivi de près les explications et écouté attentivement les réponses que suscitaient ses interrogations. Pour graver son passage dans les archives du MIA, le Président du Faso a laissé le message suivant dans le livre d'or : « Le Musée de l'Art islamique est une merveille pour les visiteurs et une richesse culturelle pour le Qatar. Ce Musée révèle toute la créativité, l'ingéniosité des peuples du monde islamique ».

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

3e édition des journées promotionnelles du Moringa : les vertus de la plante miracle mises en lumière

Qatar



Organisées par la Filière Moringa du Burkina (FIMOB), les journées se tiennent du 16 au 21 Mai 2017 au siège du FESPACO.



Selon Dr Hassanata MILOGO, coordinatrice de la Filière Moringa du Burkina (FIMOB), les vertus moringa nutritionnelles, économiques et médicinales ne sont plus à démontrer.

La 3^e édition des journées promotionnelles du Moringa a ouvert ses portes ce mardi 16 mai 2017 à la salle de conférence du CBC sous le thème « Valoriser le Moringa sur les plans sanitaire, nutritionnel et économique ». La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Conseiller Technique Badiori OUATTARA, représentant le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, en présence de nombreuses personnalités de la recherche, des producteurs et transformateurs du moringa.

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12



Le thé granulé à base de moringa, les biscuits, le pain de singe au moringa, le sésame au moringa et l'huile à base de moringa sont entre autres les produits exposés.

Organisées par la Filière Moringa du Burkina (FIMOB), les journées se tiennent du 16 au 21 Mai 2017 au siège du FESPACO. L'objectif global des « journées Moringa » est de sensibiliser les populations pour une plus grande utilisation du Moringa oliefera en vue d'améliorer leur santé, de créer des emplois et de générer des revenus.

Le thé granulé à base de moringa, les biscuits, le pain de singe au moringa, le sésame au moringa et l'huile à base de moringa sont entre autres les produits exposés.

Au cours de ces journées, des conférences suivies de débats seront animées par des professionnels évoluant dans

différentes disciplines telles que la santé, la production, l'alimentation, l'environnement et la commercialisation.

Selon Dr Hassanata MILOGO, coordinatrice de la Filière Moringa du Burkina (FIMOB), les vertus moringa nutritionnelles, économiques et médicinales ne sont plus à démontrer. « La plante du moringa riche en vitamines (A, B, C), en éléments minéraux, en acides animés essentiels, en acides gras, en glucide, en principes chimiques actifs ».

Créée en janvier 2017, la FIMOB œuvre entre autres, à promouvoir la formation des producteurs de chaque région dans les techniques de production et de récolte du moringa et à renforcer les capacités des transformateurs

en équipement et en formation dans différentes techniques.

Pour Batori OUATTARA, Conseiller Technique du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation et représentant du ministre, le moringa présente un intérêt majeur dans le domaine de la recherche en matière de santé humaine. « Je voudrais encourager vivement tous les acteurs de la filière à savoir, producteurs, transformateurs, chercheurs, distributeurs à poursuivre les efforts de sensibilisation de la population pour une consommation plus accrue de la plante » a-t-il dit.

DCPM/MESRSI

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Audience : une délégation de l'Académie des Sciences, des Arts et des Lettres du Burkina Faso chez le Pr Alkassoum MAIGA

Région du Centre



Le Pr SOUDRE a également présenté les missions et les attributs de l'académie.



Le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, le Pr Alkassoum MAIGA a reçu en audience ce mardi 16 mai 2017 dans son cabinet, une délégation de l'Académie des Sciences, des Arts et des Lettres du Burkina Faso, conduit par le vice-président, le Pr Bobilwindé Robert SOUDRE.

Selon le Pr Bobilwindé Robert SOUDRE, la délégation est venue féliciter le ministre Alkassoum MAIGA pour ses nouvelles responsabilités

Soulignons que l'Académie des Sciences, des Arts, et des Lettres se compose d'un président, de quatre (4) vice-présidents, et d'un secrétaire perpétuel, tous nommés pour un mandat de trois (3) ans.

La suite à la page 15

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14

à la tête de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation.

Le Pr SOUDRE a également présenté les missions et les attributs de l'académie.

L'académie vise entre autres, à soutenir les actions du gouvernement d'une part, et à soutenir les institutions publiques et privées exerçant dans le domaine des sciences, des

arts et des lettres, d'autre part.

« L'ASAL-BF œuvre à promouvoir la culture des sciences, des arts, et des lettres chez les jeunes, et à organiser des rencontres scientifiques » a-t-il expliqué.

Soulignons que l'Académie des Sciences, des Arts, et des Lettres se compose d'un président, de quatre (4) vice-présidents, et d'un secrétaire perpétuel, tous nommés pour un mandat de trois (3) ans.

DCPM /MESRSI

ABONNEZ VOUS À NOTRE QUOTIDIEN
Recevez l'actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans

Un succès européen Une opportunité pour tous

Cette formation européenne regroupe plus de 50.000 jeunes certifiés

	Gabon		Burkina Faso
	Congo		France
	RDC		Côte d'Ivoire
	Burundi		Allemagne
	Djibouti		Autriche
	Rwanda		Luxembourg
	Madagascar		Pologne
	Tchad		Suisse
	Centrafrique		Tchéquie
			Sénégal
			Mali
			Guinée
			Togo
			Bénin
			Niger

Contact

Sciences - Campus
Centre d'Examen Européen
Avenue Sembène Ousmane
Ouaga 2000

02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
Tel : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26
Email: contact@ebs-edu.fr

Le Permis de Conduire de l'Entrepreneur Européen

Coût 200.000 FCFA

Un certificat européen en formation e-learning

Savoir comment l'entreprise fonctionne

Développer ses aptitudes à être entrepreneur

Formation entièrement en ligne

Début des cours
15 Janvier
15 Février
15 Mars
15 Avril
15 Mai
15 Juin
15 Juillet
15 Août
15 Septembre
15 Octobre
15 Novembre
15 Décembre

Certificat délivré par l'IMEA Européen Entrepreneuriat

www.sciences-campus.org

LE PERMIS DE CONDUIRE DE L'ENTREPRENEUR EUROPEEN

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Lancement des activités de la 10ème édition des journées portes ouvertes sur la justice

Région du Centre



Monsieur Bessolé René BAGORO, Ministre de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, Garde des Sceaux

Discours de Monsieur Bessolé René BAGORO, Ministre de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, Garde des Sceaux

Gaoua, le 19 mai 2017

Je voudrais, à l'entame de mon propos, me réjouir de la tenue effective des journées portes ouvertes sur la justice et les droits humains dans la Région du Sud-Ouest.

J'exprime ma sincère satisfaction et ma profonde reconnaissance aux autorités de la Région du Sud-Ouest qui ont bien voulu accueillir la dixième édition de ces journées.

Par votre présence ici ce matin, en dépit de vos multiples occupations, vous témoignez de l'importance que vous accordez à l'institution judiciaire et à la problématique de son accessibilité.

Je salue toute la population de la Région du Sud-Ouest et, plus particulièrement, celle de Gaoua et de Diébougou, qui accueille cette activité majeure de mon département qu'est la 10ème édition des journées portes ouvertes sur la justice et les droits humains. 8

Je relève avec intérêt la présence parmi nous de mon respectable Aîné, j'ai cité Monsieur Kassoum KAMBOU, Président du Conseil Constitutionnel, parrain des présentes journées. Monsieur

le Président, en acceptant de parrainer la dixième édition des Journées portes ouvertes, vous témoigne, une fois de plus, de votre engagement pour la justice et les droits humains, deux valeurs qui ont toujours caractérisé votre parcours professionnel. Au nom du comité d'organisation, de l'ensemble du personnel du ministère et en mon nom propre, je vous traduis notre infinie gratitude.

Mesdames et messieurs, Honorables invités,

La consolidation d'un Etat démocratique, dans lequel les droits et libertés fondamentaux sont reconnus, promus et protégés, nécessite l'établissement d'une justice indépendante, équitable et accessible à tous.

La suite à la page 17

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16

L'accessibilité à la justice est au cœur des actions de mon département depuis quelques années. En effet, l'ouverture du tribunal de grande instance de Koupéla et de la Cour d'appel de Fada N'Gourma ainsi que la construction, au cours de cette année 2017, du tribunal de grande instance de Pô et du deuxième tribunal de grande instance de Ouagadougou constituent des efforts indéniables du gouvernement pour rapprocher la justice du justiciable sur le plan géographique par la réduction du rayon moyen d'accès à la justice.

En outre, le Gouvernement a adopté le décret N°2016-185/PRES/PM/MJDHPC/MINEFID du 11 avril 2016 portant organisation de l'assistance judiciaire au Burkina Faso et le décret N°2016/PRES/PM/MJDHPC/MINEFDID du 04 mai 2016 portant approbation des statuts du Fonds d'assistance judiciaire. L'adoption de ces textes participe de la volonté de rendre la justice accessible financièrement aux couches de nos populations les plus démunies.

Il me plait, enfin, de relever que l'organisation et la tenue régulières, depuis 2006, des journées portes ouvertes traduisent la volonté du gouvernement de dissiper les craintes et les peurs que l'institution judiciaire peut encore inspirer dans l'esprit des justiciables et de créer ainsi les conditions d'une accessibilité psychologique à la justice.

Mesdames et messieurs, Honorables invités,

La présente édition intervient à un moment où notre pays est

confronté au phénomène du terrorisme. C'est un défi sécuritaire qu'il est urgent de relever et auquel mon département ne saurait rester en marge.

Le terrorisme, phénomène récent en Afrique de l'Ouest, se manifeste actuellement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières par des modes opératoires diversifiés. La réponse à ce phénomène nécessite la conjugaison des efforts de l'ensemble des institutions étatiques et la mise en œuvre d'actions fortes et spécifiques.

Mesdames et messieurs, Honorables invités,

Le thème des 10èmes journées portes ouvertes est: « Justice et défi sécuritaire : quelle contribution pour une société de paix et de développement ? ». Ce thème offre l'opportunité à l'institution judiciaire, garant constitutionnel des libertés individuelles et collectives, de mener une réflexion approfondie sur la prise en charge judiciaire des actes de terrorisme et la gestion diligente et efficace des dossiers qui en résultent.

A ce titre, le gouvernement s'emploie à la mise en place d'un dispositif, non seulement normatif mais aussi institutionnel, pour la prise en charge des actes de terrorisme, de la criminalité organisée ainsi que de la grande délinquance économique et financière.

C'est dans ce sens que des textes législatifs et réglementaires ont été adoptés et au nombre desquels je peux citer :

- la loi N°84-2015 CNT du 17 décembre 2015 portant répression

d'actes de terrorisme au Burkina Faso modifiant la loi N°060-2009/AN du 17 décembre 2009 ;

- la loi N°061-2009/AN du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre le financement du terrorisme;

- la loi N°005-2017/AN du 19 janvier 2017 portant création, organisation et fonctionnement des pôles judiciaires spécialisés dans la répression des infractions économiques et financières et de la criminalité organisée ;

- la loi N°006-2017/AN du 19 janvier 2017 portant création, organisation et fonctionnement d'un pôle judiciaire spécialisé dans la répression des actes de terrorisme.

D'autres textes législatifs et réglementaires sont en cours de finalisation et seront adoptés incessamment. A ce titre, on peut citer, entre autres :

- la relecture du code pénal prenant en compte les infractions du moment et la hausse du quantum des peines ;

- la relecture du code de procédure pénale pour prendre en compte certaines techniques spéciales d'enquête, l'accélération des procédures en matière pénale et des dispositions pour mieux protéger les témoins ;

- la relecture de la loi portant organisation, fonctionnement et procédure applicable devant la chambre criminelle pour rendre son fonctionnement permanent.

Mesdames et messieurs, Honorables invités,

Les présentes journées portes ouvertes constituent des

La suite à la page 18

INTERNATIONAL

La suite de la page 17

moments privilégiés offerts aux justiciables pour découvrir les arcanes de l'appareil judiciaire, s'approprier son organisation, faire la connaissance des différents acteurs qui l'animent et, à travers les consultations juridiques gratuites, avoir des orientations pour le règlement judiciaire des problèmes dont ils peuvent être porteurs.

Ces journées m'offrent personnellement l'occasion de rappeler l'importance du justiciable et sa place dans le système judiciaire. J'invite par conséquent l'ensemble des acteurs judiciaires à faire du bon accueil du justiciable une composante essentielle de leur mission. Il est indéniable qu'un justiciable mal accueilli par des acteurs arrogants, insolents ou désagréables se retrouve désorienté, traumatisé, déçu et sera tenté de régler son problème autrement ou devant d'autres instances illégales.

Je voudrais donc rassurer les populations des efforts continus entrepris par la justice à l'instar des autres départements ministériels

pour la sécurité et la protection des personnes et de leurs biens. Mon département est conscient qu'il ne peut y avoir de développement sans paix ni de paix sans sécurité, toutes choses auxquelles la Justice doit contribuer.

Du reste, la communication introductive sur le thème de ces journées portes ouvertes vous donnera un exposé plus détaillé sur les différentes mesures prises par le Gouvernement par l'entremise de notre département ministériel.

**Honorables invités ;
Mesdames et Messieurs,**

Les activités de la 10ème édition des JPO ont démarré depuis le 15 mai 2017 par des émissions et des jeux radiophoniques. J'espère que vous avez pu prendre part à ces différentes activités.

A l'issue de cette cérémonie, vous pourrez bénéficier de consultations juridiques gratuites auprès des acteurs de la justice présents dans les stands. Demain, des panels seront organisés

sur des thèmes pertinents à votre attention également.

Notre souhait le plus ardent est que vous preniez effectivement part à toutes ces activités qui constituent des occasions d'échanges avec les acteurs de la justice et des droits humains.

**Mesdames et messieurs,
Honorables invités,**

Je voudrais terminer mon propos en réitérant mes remerciements aux autorités de la Région du Sud-Ouest, aux structures partenaires, aux comités d'organisation et à Monsieur Kassoum KAMBOU, Président du Conseil Constitutionnel, parrain des présentes journées.

C'est sur cette note de gratitude que je déclare lancée la 10ème édition des journées portes ouvertes sur la justice et les droits humains dans la Région du Sud-Ouest.

Je vous remercie !

Macron en visite à Gao: un premier couac diplomatique envers l'Algérie?

Région du Centre

Le président français Emmanuel Macron, accueilli à Gao par son homologue malien Ibrahim Boubacar Keïta, le 19 mai 2017

Lors de sa visite éclair à Gao

vendredi 19 mai au cours de laquelle il a rencontré le président Ibrahim Boubacar Keïta et les forces françaises Barkhane, Emmanuel Macron a réaffirmé l'engagement de la France dans la lutte antiterroriste. Mais le

président français a également pressé le président malien et l'Algérie, médiatrice dans la crise malienne, d'accélérer la mise en œuvre de l'accord de paix et de s'engager pleinement dans la lutte antiterroriste.

La suite à la page 19

INTERNATIONAL

La suite de la page 18

Une déclaration qui pourrait tout à fait être interprétée comme une première maladresse diplomatique à l'endroit des Algériens.

français n'a pas bien expliqué de quoi il s'agit, mais l'on pense qu'il voulait parler du chef d'un groupe terroriste qui s'appelle Iyad Ag Ghali et de l'attitude pas très claire de l'Algérie vis-à-vis de ce

présidence algérienne. Je pense que ces déclarations pourraient déteindre, ne serait-ce que partiellement, sur les relations entre les deux pays », prévient-il.

Pour l'éditorialiste malien Adam Thiam, Emmanuel Macron a néanmoins eu le courage de remettre les choses à plat en prévenant à la fois le Mali et l'Algérie du risque terroriste.

« Ses messages étaient très clairs et à mon avis courageux dans certaines parties. Alors la vérité, il l'a dite à l'endroit du Mali qu'il a prévenu de l'extension du danger terroriste et de la nécessité d'une action urgente et adéquate, affirme Adam Thiam. Et puis, à l'endroit de l'Algérie, qui selon les analystes français, est le pays qui offre gîte et couvert à Iyad Ag Ghali. Macron ne l'a pas dit aussi crûment, mais entre les lignes, on sent son indignation. Il a dit qu'il était hors de question pour lui de laisser les soldats français être les dindons de la farce et c'est peut être un tournant, car il y a des choses qui devaient être dites et qui ont été dites. Il y a beaucoup de propos qui ont été tenus dans les salons feutrés sur l'Algérie. C'est la première fois qu'un chef de l'Etat français nous dit : « J'ai appelé Bouteflika, nous avons parlé. Il faut que l'Algérie joue tout son rôle dans le processus de paix au nord du Mali ». Et ça, c'est la première fois que c'est dit à un niveau aussi élevé. »

source RFI



Le président français Emmanuel Macron, accueilli à Gao par son homologue malien Ibrahim Boubacar Keïta.

En visite à Gao vendredi 19 mai, Emmanuel Macron a décidé de mettre les pieds dans le plat. « J'aurais une exigence renforcée à l'égard des Etats du Sahel et de l'Algérie », a-t-il déclaré, avant de souligner qu'« on ne peut pas manifester quelque faiblesse que ce soit à l'égard de groupements terroristes, quelles que soient les raisons politiques domestiques », sans plus de précision. Alors que son élection avait été très chaleureusement saluée par Alger, Emmanuel Macron a sans doute commis là une première maladresse diplomatique, estime Fayçal Métaoui, journaliste et éditorialiste au quotidien EL Watan.

« Il est évident que le président

chef qui serait quelque part entre le Mali et l'Algérie bien qu'Alger ait ouvertement condamné toute action terroriste, explique le journaliste algérien. Sur ce dossier, il y a une certaine sensibilité en Algérie parce que mettre en doute sa capacité ou sa manière de lutter contre le terrorisme et sa vision par rapport à la question du Sahel risque de refroidir, ne serait-ce que partiellement, les relations entre la France et l'Algérie même s'il n'y a pas encore eu de réaction officielle à ces déclarations du président Macron. Le dossier du Mali est considéré comme un dossier très sensible pour la diplomatie algérienne, géré de main de maître par le ministère des Affaires étrangères et par la

ANNONCE

Sciences-Campus
Centre d'Examen Européen

ed English Discoveries

Une solution complète d'apprentissage de l'anglais en ligne

Coût : 40 000 FCFA

Durée de la licence : 1 an



www.sciences-campus.org

Efficace, Flexible et Interactive, English Discoveries vous offre

- ✓ Un apprentissage interactif
- ✓ Une interface de suivi des apprenants
- ✓ Des supports pédagogiques
- ✓ Des évaluations et des certificats

Ouagadougou
Au Centre d'Examen Européen
Ouaga 2000 Face à la Station Total Ambassade
Tel: +22672 07 20 20 / 66200026
Email : contact@ebs-edu.fr

Bobo-Dioulasso
A l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies
ISC-Bobo au Centre Ville sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo
à l'Immeuble Sanga Madi
Tel: +22672 07 09 09 / 72 07 04 04
Email : isc@iscmail.org

ANNONCE



Sous le patronage du Ministre du Commerce, de l'Industrie, et de l'Artisanat



**SALON INTERNATIONAL
BUSINESS ON TECHNOLOGY**



EDITION 2017

**THÈME : LES TECHNOLOGIES COMME LEVIER
DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR
DE L'AGROALIMENTAIRE**



Du 23 au 27 Mai 2017 au SIAO— OUAGADOUGOU

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: RDC – Chef de Mission avec fonction de Responsable de Zone

Description

ONG

COOPI est une organisation non gouvernementale italienne, indépendante et laïque, fondée à Milan en 1965. Depuis 50 ans, COOPI est engagée dans la lutte contre la pauvreté avec un soutien à long terme et une présence constante sur le terrain à côté des populations touchées par la guerre, les crises socio-économiques et les catastrophes naturelles. Les activités de COOPI visent à encourager le développement et à répondre aux situations d'urgence. Depuis 1965, COOPI a réalisé plus de 1600 projets de développement et interventions d'urgence dans 63 pays, employant 55.000 opérateurs locaux et assurant un bénéfice direct à 100 millions de personnes. En Afrique, Amérique Latine et Moyen Orient COOPI favorise l'accès à l'eau, ainsi que le droit à la santé et à l'éducation des communautés les plus pauvres.

COOPI en RDC

Présent en RDC depuis 1977, COOPI a grandement accru le nombre de ses interventions dans le pays, en particulier suite aux conflits des derniers 20 années. À partir du Kivu, où a eu lieu la première intervention, les activités de COOPI se sont déplacées dans les régions de conflit, afin de mettre en œuvre

des programmes d'urgence à bénéfice des populations déplacées et victimes de la guerre. En raison de l'évolution du contexte général en cours dans certaines provinces du Pays, COOPI s'est aussi engagée dans la gestion de projets pluriannuels afin d'assurer une transition de l'urgence au développement dans différents domaines, et de garantir un développement harmonieux et durable.

COOPI favorise une réponse pertinente aux besoins des populations locales à travers une structure de coordination à Kinshasa et plusieurs bases dans les provinces.

CONTEXTE ET ENJEUX DU POSTE

Le Chef de Mission est responsable de l'activité de COOPI en RDC. Il participe à la définition de la stratégie pays et des priorités d'intervention (avec le bureau de planification et programmation de Milan – UPP), et il identifie des potentielles nouvelles opportunités de projets avec les différents bailleurs sur place. Il assure l'application et le respect des procédures générales de COOPI et des bailleurs dans toutes les activités de COOPI en RDC. Il assure que dans le pays soient présents les Règlements internes et qu'ils soient respectés dans la mise en œuvre des projets. Il représente COOPI devant les institutions, les bailleurs, les organisations et toutes contreparties en RDC.

En RDC, le Chef de Mission

couvre aussi la fonction additionnelle de Responsable de Zone : il gère la Coordination d'un point de vue financier et des programmes, et il gère les ressources humaines dans son pays de compétence.

Secteurs d'Activités : COOPI en RDC travaille dans plusieurs domaines, notamment la nutrition, la sécurité alimentaire, la protection, l'éducation, la santé et le Wash.

Équipe expatriés directement gérés: 17 personnes

Localisation géographique: Kinshasa, RDC, plus missions dans les zones d'interventions

Equipe nationale directement gérée: 209 personnes

ORGANIGRAMME :

Responsable hiérarchique : Directeur COOPI Milan

Sous sa responsabilité : Équipe des expatriés

RESPONSABILITÉS GÉNÉRALES

Le Chef de Mission est responsable de l'activité de COOPI en RDC.

RESPONSABILITÉS SPÉCIFIQUES

Planification stratégique :

Il collabore avec le bureau planification et programmation (UPP) dans l'élaboration et mise à jour de la stratégie pays

Relations institutionnelles :

Il maintient, développe et promeut les relations avec les

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

différents bailleurs et institutions présents en RDC et les ONG internationales et locales

Identification de nouveaux bailleurs :

Il promeut des activités visant l'identification des nouveaux bailleurs dans le pays, dans le respect des procédures COOPI et avec le support du siège

Programmation et gestion des projets :

Dans le cadre de la stratégie pays Il coordonne l'élaboration, écriture et envoi des documents nécessaires à la présentation de nouveaux projets ; il assure l'envoi de tout document demandé par le siège pour la présentation de nouvelles propositions de projets ;

Il assure la rédaction et l'envoi des rapports narratifs et financiers des projets, et la préparation des documents de suivi demandés par le siège de Milan ;

Il assure le suivi du plan opérationnel de la Coordination Nationale ;

Il assure que les activités de suivi et évaluation soient correctement planifiées et mises en œuvre en RDC ;

Logistique et sécurité :

Il est responsable du suivi de la fonction logistique dans le pays, dans le respect des procédures.

Il est responsable de la correcte application des procédures sécuritaires dans le pays

Gestion économique-financière:

Avec le support de l'administrateur pays, il est responsable de la préparation du budget annuel pays et de ses révisions au cours de l'année ; il assure la supervision de la gestion économique-financière des projets et de la Coordination ; Il supervise la planification financière et économique du pays ;

Gestion des ressources humaines :

En collaboration avec le bureau des ressources humaines du siège, il sélectionne le personnel expatrié (aussi à travers des recherches sur place) ;

Il suit les aspects contractuels du recrutement des nouveaux staffs expatriés en établissant les TdR, le salaire et les bénéfices éventuels ;

Il assure l'évaluation/ il évalue directement le personnel expatrié ;

Il est responsable de la gestion du personnel local et de la sécurité de tout le staff COOPI en RDC

Visibilité et communication :

Il coordonne les activités de visibilité et communication de COOPI en RDC, dans le respect des lignes directrices du bureau communication et fundraising (UCF)

Supervision des procédures :

Il assure l'élaboration et mise à jour du règlement pays en conformité avec les procédures internes COOPI ;

Il assure le respect des procédures et obligations contractuelles des bailleurs aussi bien que des procédures COOPI

Moyens et Instruments

Le Chef de Mission aura à sa disposition les équipements logistiques de COOPI, en accord avec les procédures COOPI de prise en charge et utilisations des équipements.

L o c a l i s a t i o n

Le Chef de Mission sera basé à Kinshasa. Il pourra se déplacer pour des missions dans les zones d'intervention des projets selon les nécessités prévues et les conditions sécuritaires du moment.

Profil du Candidat (Formation, Expérience, Compétences, Attitudes)

Formation universitaire ou postuniversitaire en économie du développement, gestion, sciences sociales, politiques ou autres profils pertinents, ou mix de formation et expérience équivalente ;

Au moins 8 ans d'expérience dans les interventions humanitaires et dans la gestion de projets (expérience de travail en Afrique et / ou en RDC et / ou dans des contextes de conflit / post-conflit est un atout) ;

Maitrise des procédures des principaux bailleurs : Commission Européenne, ECHO, USAID, UNDP, UNICEF, PAM...

Excellente capacité de travailler

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

en équipe et par objectifs ;

Excellente capacité organisationnelle ; flexibilité, fort sens de l'initiative et autonomie dans le travail ;

Excellente capacité de travailler sous pression ;

Capacité de travailler dans un contexte politique et sécuritaire sensible et complexe et dans un environnement multiculturel ;

Excellentes capacités de négociation et communication ;

Excellent maîtrise du français, parlé et écrit ; la bonne connaissance de l'anglais est un atout ; connaissance

de l'italien souhaitable

Excellentes capacités rédactionnelles et connaissances du paquet Office;

Intérêt et motivation à travailler dans une ONG en respectant ses valeurs et principes.

C a n d i d a t u r e
Envoyer un dossier complet de candidature (CV et lettre de motivation)

Ville
K i n s h a s a

Fonctions
A u t r e

Activités

Appui institutionnel, Décentralisation

Pays
Afrique, RD Congo

Contrat
C D D

Postuler en ligne
<http://www.coopi.org/lavoro/chef-de-mission-avec-fonction-de-responsable-de-zone/>

Date de fin de validité
2 8 / 0 5 / 2 0 1 7



Avis de recrutement

Poste: Handicap International
Coordinateur logistique – RCA

Description

PRESENTATION DE L'ONG

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et

d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Présente dans plus de 55 pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

- **La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)**
- **La Direction d'Action du Développement (DAD)**

CONTEXTE DE LA MISSION

La République Centrafricaine est un pays enclavé peuplé de 4,6 millions de personnes. Il est marqué par une instabilité politique et socio-économique chronique et des infrastructures faibles. La situation humanitaire reste préoccupante et la communauté internationale tente de répondre aux multiples besoins (d'urgence et/ou de développement) dans plusieurs régions du pays.

Malgré les dernières élections présidentielles (février 2016)

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

qui ont ramené de la stabilité dans le pays, différentes factions continuent à s'affronter dans le pays, et les populations sont régulièrement obligées de se déplacer ce qui entraîne des besoins importants et place les acteurs humanitaires face à des défis de taille au niveau sécuritaire et logistique.

C'est à la lumière de ces événements qu'Handicap international, qui a eu un engagement fort dans le pays entre 1994 et 2004 sur des programmes de développement, s'est positionné en RCA afin d'apporter son expertise en termes de support logistique aux partenaires humanitaires. En effet, les besoins logistiques de la communauté humanitaire, clairement identifiés lors de la mission exploratoire effectuée fin 2014, sont toujours d'actualité et depuis 1,5 an HI développe ses activités en apportant un support technique aux partenaires humanitaires.

DESCRIPTION DE LA MISSION / DU PROJET

HI (en collaboration avec le cluster logistique) est en charge depuis aout 2015 d'un projet de plateforme logistique visant à faciliter et à accroître la réponse aux besoins urgents des populations affectées par la crise centrafricaine par les ONG présentes dans le pays.

Les objectifs principaux du projet sont de restaurer l'accès humanitaires des acteurs

humanitaires via la diminution des contraintes logistique auxquelles elles font face. Les 2 axes principaux de ce projet sont:

- Le renforcement et la mutualisation de la capacité de transport (aérien et terrestre) et de stockage de la communauté humanitaire.
- La réhabilitation de pistes aériennes dans le pays utilisées par les organisations humanitaires.

Depuis février 2017 la plateforme logistique a ouvert un Hub régional dans la ville de Bambari afin de faciliter une réponse à des déplacements massifs de populations, et ce pour une période de 6 mois.

ENJEUX DU POSTE

- **Assoir les bases logistiques en capitale**
- **Travailler sur un set up de l'équipe logistique qui permettra de palier plus facilement aux absences du coordinateur logistique (visite terrain , R&R,..)**
- **Recruter/Former un Security officer**
- **Gérer les demenagements et installations dans de nouvelles bases en capitale**

DESCRIPTION DE LA FONCTION

- Assurer le respect des procédures logistiques HI

et bailleurs (gestion des achats, stocks, fournitures, équipements, véhicules, etc.) ;

- Ouvrir, au niveau logistique, toute base HI sur la mission et assurer sa maintenance régulière (1 projection d'ouverture à l'heure actuelle) ;
- Fermer, au niveau logistique toute base HI en fonction des impératifs stratégiques et financiers ;
- Superviser et assurer un soutien logistique aux différentes bases HI et aux projets menés sur la mission (actuellement Bangui et Bambari) ;
- Assurer le respect des procédures sécurité HI sur la mission ;
- Coordonner les activités logistiques de la mission en soutien en étroite collaboration avec les équipes projet(s) et le personnel « support » ;
- Recrutement et formation des équipes logistiques pour leur montée en compétences sur les procédures, outils et cadres logistiques ;
- Faire un reporting régulier des activités logistiques de la mission.

Ville
B a n g u i

Expériences / Formation du candidat

PROFIL ATTENDU

- Au minimum 2 années d'expérience en tant que

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

- logisticien (ou équivalent) ; compétence additionnelles dans les domaines liés à la logistique (informatique, électricité, mécanique, construction, télécommunication, sécurité...)
- Connaissance des process HI est une plus-value.
 - Expérience des missions en contexte d'urgence dans un contexte sécuritaire instable ;
 - Expérience en management d'équipe ;
 - Expérience en formation/building capacity
 - Diplôme en logistique ;
 - Capacité à fournir une grande charge de travail sous constante pression ;
 - Excellente réactivité et flexibilité en toutes circonstances ;
 - Sens du relationnel, grande capacité de communication et de négociation.
 - Rigueur dans l'application des procédures et niveau de contrôle poussé et constant
 - Toute connaissance/
- Fonctions**
Autre, Coordination, Gestion de projet
- Activités**
Autre, Logistique, Mécanique
- Pays**
Afrique, Centrafrique
- Contrat**
C D D
- Durée du contrat**
date de début : 01/07/2017
- Durée** : 6 mois
- Salaire / Indemnité**
- Statut salarié
 - Salaire à partir de 2700€ (brut) selon expérience transposable
- Perdiem : 687 €(net)
 - Indemnité « hardship » : 500 € (net)
 - Assurances: maladie, prévoyance, retraite, rapatriement
 - Congés payés : 25 jours par an
 - R&R: 5 jours tous les 6 semaines
 - Statut : poste ouvert au statut solo uniquement
 - Logement : Collectif pris en charge par HI
- Postuler en ligne**
https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=2094&idpartenaire=130
- Date de fin de validité**
0 9 / 0 6 / 2 0 1 7



Avis de recrutement

Poste: Chef de Mission - YEMEN

Description

PRÉSENTATION ONG

Outrés par l'injustice que rencontrent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons

à un monde de solidarité et d'inclusion, enrichi par nos différences, où tout le monde peut vivre dans la dignité.

Handicap International est une organisation d'aide indépendante et impartiale et le développement travaillant dans des situations de

pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Nous travaillons aux côtés des personnes handicapées et vulnérables pour les aider à répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et les droits fondamentaux.

La suite à la page 27

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

Pour plus d'informations sur l'association: <http://www.handicap-international.org>

Présent dans plus de 55 pays, est composé Handicap International de 2 directions opérationnelles:

- **La Direction de l' action humanitaire (DAH)**
- **La Direction de l' action de développement (DAD)**

L'intervention de HI au Yémen consiste à l'appui des structures de santé (hôpitaux, services de réadaptation) à Sanaa avec le déploiement des équipes mise en place:

- **Activités de réadaptation: fourniture d'aides techniques** et formations spécifiques au personnel de santé
- **activités PSS pour soutenir personnes blessées**
- **L' intégration de l' inclusion et de la vulnérabilité au sein des** instances de coordination et de fournir un soutien technique aux autres acteurs humanitaires

En outre, le développement de l'action antimines par l'éducation des risques, sensibilisation et peut-être grâce à la formation de jeu est activement recherchée. Finalement, la mise en place de mécanismes de défense compte tenu du pays et de l'environnement régional est un autre objectif majeur de la mission.

Handicap International (HI) ont été intervenait au Yémen et en dehors des 12 dernières années, avec ses actions d'abord porté sur les questions de développement, notamment par le soutien au développement des services de réadaptation physique et fonctionnelle pour les personnes handicapées (PH) et comme à travers le renforcement des capacités des réseaux nationaux d'organisations (OPH) Yémen personnes handicapées.

En parallèle, HI a mis en œuvre un projet d'inclusion et l'intégration de la protection, financé par DFATD et le ministère norvégien des Affaires étrangères, afin d'accroître les connaissances et les capacités du personnel local 2 et 2 ONG internationales dans l'intégration des personnes les plus vulnérables leur réponse humanitaire (y compris PWD), de manière à accroître leur accès aux services essentiels.

En 2017, HI étendra son intervention aux établissements de santé et les populations en dehors de la ville de Sana'a; des partenariats sont développés avec différentes ONG, les évaluations des besoins en cours, de sorte que HI peut être déployé dans de nouveaux domaines d'intervention. Le financement d'ECHO, Mofa allemand et un consortium avec les ONG internationales ont déjà été obtenus. En Février-Mars 2017, HI a mené une évaluation des besoins de base (en

mettant l'accent sur l'insécurité alimentaire), et prévoit de répondre à la réponse à la crise de la sécurité alimentaire grâce à une intervention de caisse.

DESCRIPTION DE LA POSITION

Basé à Sanaa, sous la responsabilité directe de l'agent de bureau basé à Headquarter, vous serez responsable de:

- **Assurer la coordination globale du programme mis en œuvre dans le pays** (peut elle concerne stratégique, opérationnel, humain, matériel ou aspects financiers);
- **Représentant Handicap International envers** les bailleurs de fonds institutionnels, les autorités nationales et les partenaires;
- **Assurer l'application stricte de la logistique Handicap International**, la responsabilité et les procédures financières; et le respect de la législation nationale, basée sur la gestion et le soutien des services administratifs, la logistique et les coordonnateurs sur le terrain
- **Assurer la gestion de l'équipe placée sous votre responsabilité;**
- **Assurer le développement des programmes stratégiques** en fonction des besoins humanitaires identifiés ainsi que les possibilités financières à dégager dans le cadre du mandat et de l' expertise

La suite à la page 28

JOBS CAMPUS

La suite de la page 27

de Handicap International;

- Assurer la sécurité des membres du personnel, des opérations et des moyens liés au programme sous votre responsabilité, en coordination avec le conseiller en sécurité;

- **assurer que les activités de rapports lisses et régulières** par tous les membres de la mission vers Quarter Head.

Les bailleurs de fonds: ECHO + allemand MOFA + autres pistes

Taille du budget géré: 2,8 M euros par an minimum

Durée du financement (projet): fin 2018 au moment

Taille de l'équipe: 46-85 après les recrutements pour le nouveau projet

Nombre de personnes directement géré: 4 à 6

PROFIL

REQUIS

Formation et expérience:

• L'enseignement supérieur (par un diplôme et / ou expérience professionnelle équivalente) en économie, sciences sociales, la gestion ou d'autres disciplines liées au profil

• Au moins 4 années d'expérience professionnelle dans le contexte humanitaire ou de développement dans une organisation internationale

• 2 ans d'expérience en tant que chef de mission

• expérience dans un contexte similaire ou dans

la région est un atout

• expérience de gestion avérée

• expérience de représentation éprouvée

• une expérience de gestion à distance un atout

• expérience de niveau supérieur de sécurité et de gestion de la sécurité

Compétences :

• compétences en communication et de reporting solides

• Solides compétences organisationnelles

• Capacité à travailler sous pression

Langues requises et les compétences informatiques:

• Anglais obligatoire (oral et écrit)

• l'arabe serait un atout

Qualités personnelles :

• Excellentes aptitudes interpersonnelles et interculturelles

• auto-motivation et de détermination

• compétences en leadership

Ville

Amman / Sanaa

Fonctions

Encadrement, Direction

Activités

A u t r e

Pays

Moyen Orient, Yémen

Contrat

C D D

Durée du contrat

Date de début: 08/01/2017

Date Endind: 31/07/2018

Durée: 12 mois

Salaire / Indemnité

• **Salaire de 3200 € (brut) / mois en ce qui concerne l'expérience du candidat**

• **Perdiem: 633 € à Amman, 550 € à Sanaa**

• **Indemnité de difficulté: à confirmer**

• Assurances: couverture foyer médical, la planification de la retraite, le rapatriement

• **congés payés: 25 jours par an**

• R & R: 1 jour par mois pour Amman. Des règles spécifiques pour le Yémen.

• Statut: position ouverte aux couples et aux familles (à Amman)

• Hébergement individuel

Postuler en ligne

https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=2050&idpartenaire=130

Date de fin de validité

2 5 / 0 6 / 2 0 1 7

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: COORDINATEUR DE PROTECTION – CAMEROUN
Description

INTERSOS est une **Organisation Humanitaire Non** Gouvernementale, à but non lucratif, qui a l'objectif d'assister les victimes de désastres naturelles et de conflits armés. INTERSOS base son action sur les valeurs de la solidarité, de la justice, de la dignité humaine, de l'égalité des droits et des opportunités pour tous les peuples, du respect des diversités, de la cohabitation, de l'attention aux groupes sociales les plus vulnérables.

Terms de reference
Intitulé du poste: Coordinateur de Protection

Lieu d'affectation: Maroua avec des missions fréquentes dans la Région du Extrême Nord et Yaoundé, Cameroun

Date de prise de fonction : 1 Juillet 2017

Durée du contrat : 6 mois

Sous la supervision de: Chef de Mission

Supervision directe de: 4 personnes (Chefs des projets de protection)

Personnes à charge : no

Contexte général du projet

La crise régionale du bassin de Lac Tchad qui a provoqué globalement le déplacement de 2.4 million de personnes, touche de manière grave la région de l'Extrême Nord du Cameroun qui enregistre le plus grand nombre de personnes déplacées internes (PDI).

Le département du Logon-et-Chari accueille actuellement 56% de la population déplacée interne contre 20% pour le Mayo-Sava et 15% pour le Mayo-Tsanaga. La répartition démographique montre que 68% des PDIs (filles et garçons) ont moins de 18 ans, 51% des PDIs sont des femmes dont 68% ont moins de 18 ans (filles). Les mouvements de populations et la forte présence des PDIs dans les communautés hôtes engendrent une forte pression économique et sociale sur la Région qui a historiquement les indicateurs de développement les plus bas. La région de l'Extrême-Nord ne compte pas suffisamment de services sociaux fonctionnels, ce qui rend la tâche difficile pour les autorités de répondre rapidement aux urgences et surtout de faire face aux nouveaux défis générés chaque jour par le conflit armé. Du fait de ce conflit, la région est fortement touchée par les incidents de mines, de restes de guerre et d'engins explosifs improvisés (EEI), qui constituent des sérieuses menaces pour la vie et l'intégrité physique spécialement des enfants et des femmes., mais aussi une barrière à la mobilité, et à

l'accès humanitaires auprès des populations les plus vulnérables.

Dans un tel cadre de précarité et d'insécurité, la condition des couches les plus vulnérables de la population s'est considérablement aggravée.

La crise a une incidence certaine sur l'augmentation du nombre d'enfants séparés et non-accompagnés dans la région rendant ainsi les enfants de 5 à 14 ans très vulnérables à toutes formes de violations de leurs droits y compris les violences basées sur le genre notamment les violences sexuelles. Les déplacements provoquent un grand stress psychologique et social en outre, les difficultés d'accès à la nourriture, l'eau, l'éducation, les moyens de subsistance, les loisirs et autres services sur une base quotidienne aggravent encore le niveau de stress des personnes affectés. La forte présence militaire dans toute la zone frontalière reste un facteur de risque qui expose les enfants (filles/garçons) et les femmes à l'utilisation par les forces armées et à la violence sexuelle. Cependant l'offre de service reste très limité ou parfois inexistant et l'information sur les services disponibles très faible que ce soit pour les GBV ou la Protection de l'enfant.

C'est dans ce cadre qu'INTERSOS met en œuvres un programme de protection composé actuellement par 4 différents projets, dans les départements de Mayo Sava, Mayo

La suite à la page 30

JOBS CAMPUS

La suite de la page 29

Tsanaga et Logone et Chari :

Un projet de monitoring de protection, bailleur UNHCR, que vise à améliorer la situation de protection des populations déplacées et demandeurs d'asiles hors camp de Minawao et hôtes affectées par les violences et le déplacement, à la consolidation des structures de protection mises en place pour le suivi de la situation de protection dans les zones affectées et dans les arrondissements des trois départements, l'encadrement et le renforcement des structures communautaires sur des thématiques liées à la protection et la collecte des données sur les tendances de protection dans les zones d'accueils, le référencement des cas de protection identifiés vers les services de prise en charge juridique, psychosociale et médical pour la réponse appropriée.

Un projet de Services Communautaires, bailleur UNHCR, que vise à apporter une réponse de qualité aux personnes à besoins spécifiques (PBS), réfugiés vivant dans le camp de Minawao, en assurant la gestion directe des cas de protection, en supportant les mécanismes de participation communautaire inclusive des différentes couches sociales de la population réfugiée et en promouvant la coexistence pacifique au sein de la communauté réfugiée ainsi qu'entre la population réfugiée et la communauté hôte.

Un projet de protection de

l'enfance et de prévention et réponse aux VBG, bailleur ECHO, que vise à améliorer la protection des survivants à des actes de violence à travers des mécanismes de prévention, réponse et coordination, en ce qui concerne les volets de protection VBG, ES/ENA, et droits humains via les réseaux communautaires, une hotline et la création des centres d'écoute.

Un projet de prévention et réponse aux VBG, bailleur UNFPA, pour faciliter l'accès des femmes, des filles et leurs familles aux informations sur les services multisectoriels existents y compris les services médicaux ainsi que le support psychosocial et juridique, et vise à l'amélioration de l'accès aux services de prise en charge de VBG et de protection de l'enfant pour les populations déplacées internes et populations hôtes, **plus spécifiquement les enfants (filles/ garçons) et les femmes.**

Objectifs généraux de la position

Le Coordinateur Protection est responsable de la supervision technique de tous les projets de protection implémentés par INTERSOS au Cameroun. Il/elle est en charge de l'identification des besoins des bénéficiaires (refugiés, IDPs et communauté hôte) dans le secteur de la protection, et de la coordination de la réponse auxdits besoins identifiés. Le Coordinateur Protection est responsable d'assurer que la Protection est

effectivement intégrée dans la prestation des services fournis par l'équipe, et de la qualité générale des projets implémentés, de leur conception à leur mise en œuvre.

P r i n c i p a u x responsabilités et tâches

Gestion de Programme

Fournir orientation, conseil et coaching aux staffs de protection dans le pays afin d'assurer que les objectifs et résultats stratégiques du programme et des projets sont respectés et acquis, que les projets sont monitorés et évalués de manière appropriée et les rapports écrits et soumis dans le respect des échéances internes et des bailleurs

Superviser l'élaboration des plans de travaux des projets de protection et leur mise en œuvre afin d'assurer l'atteinte des objectifs et produire les nécessaires lignes guides et supports techniques aux staffs des projets concernés

Assurer que les activités des projets soient implémentées dans le respect des budgets prévus

Analyser les problèmes de protection spécifiques pour chaque lieu et proposer les interventions appropriées et innovatrices, le cas échéant développer des nouvelles propositions d'action et de projet en coordination avec le Chef de Mission et la Direction Régionale

Collaborer activement avec

La suite à la page 31

JOBS CAMPUS

La suite de la page 30

les Chefs des projets, la Logistique et l'Administration afin d'assurer que les activités soient implémentés à temps et dans les respects des budgets et des procédures, y compris la participation dans les comités de sélection des fournisseurs et prestataire des services pertinents au programme de Protection

Représenter INTERSOS dans les forums de coordination thématiques, tels que le Cluster Protection et ses sous-groupes, au niveau national et local.

Supervision du staff

Superviser directement les chefs de projets de protection et fournir le coaching nécessaire aux équipes de protection

Participer à la sélection du staff de protection tant nationale qu'internationale

Coacher le staff et assurer le capacity building du staff national, internationale, et des partenaires

Identifier les problèmes de performance du staff et travailler avec le Chef de Mission, la Direction Régionale et les Ressources Humaines

Assurer le support et la motivation des équipes et participer aux évaluations de performance périodique du staff tant nationale qu'internationale

R e p o r t i n g Développer/maintenir le

support et le contrôle efficace des mécanismes de rapportage et la qualité des rapports

Assurer le monitoring régulier sur le terrain et supporter les Chef des Projets dans les changements nécessaires, le cas échéant (de la mise en œuvre à l'élaboration des amendements et modification des projets)

Assurer le rapportage interne et aux bailleurs en respectant les échéances établies, et superviser à la qualité des données collectés et partagés

Profil requis

Diplôme d'études universitaires de deuxième cycle en développement international, droit internationale / droit humanitaire, sciences politiques, sciences sociales, sociologie, santé publique, études de genre, ou dans un domaine connexe

Minimum 5 à 8 ans d'expérience professionnelle avérée dans l'idéation, l'implémentation le monitoring et évaluation des programmes de protection humanitaire en zone de conflit ou post-conflit en ce qui concerne le monitoring de protection, la prévention et la réponse de cas de protection multisectorielles, interventions psychosociales, socioéconomiques, santé et justice.

Expérience de travail avérée dans des programmes/projets a support de réfugiés/IDPs, avec un focus particulier sur

les activités de protection.

Expérience avérée dans le capacity building et coaching d'équipes et des acteurs locaux (ONG locales, société civile, autorités)

Expérience avérée dans le développement de matériels de formation dans le secteur de la protection et la tenue de formation pour le staff, les collaborateurs et les partenaires

Expérience dans le secteur du control qualitatif des matériels produits dans le cadre du programme de protection, y compris rapports, plans de travail, documents de projets, analyses des données.

Précédentes expériences en Afrique Centrale et de l'Ouest et dans des contextes humanitaires d'urgence (souhaitable)

Parfaite connaissances des lignes guide, et outils de suivi et d'évaluation et instruments internationaux du secteur de la protection

Maitrise des secteurs VBG, protection de l'enfant, État Civile, protection en urgence

Forte sensibilité dans la gestion des cas et/ou la programmation en santé mentale et VBG

Aptitudes au raisonnement stratégique, capacité de prendre en compte les dynamiques culturelles, ethniques et politiques locales

Aptitudes à travailler dans des

La suite à la page 32

JOBS CAMPUS

La suite de la page 31

délais très courts, aptitudes à diriger une équipe de travail

Esprit d'initiative, autonomie, excellentes qualités interpersonnelles, capacité à travailler dans un environnement multiculturel, sens de l'entregent.

**Française (Requise).
Anglais (Atout).**

Esprit d'adaptation à des conditions de vie simples, à un climat sec chaud/très chaud et à des contraintes de sécurité

Sens de l'organisation, de la gestion et de la planification, diplomatie

et approche partenariale

Flexibilité et capacité de travail dans un contexte difficile, sous pression, en équipe et dans un contexte multiculturel

Les candidats qualifiés sont priés d'envoyer leur CV et une lettre de motivation à: recruitment@intersos.org, en précisant le sujet « Coordinateur de Protection - Cameroun».

Seulement les candidats sélectionnés pour le premier entretien seront contactés.

Fonctions

**C o o r d i n a t i o n ,
Gestion de projet**

**Activités
A u t r e**

**Pays
Afrique, Cameroun**

**Contrat
C D D**

**Date de fin de validité
0 2 / 0 6 / 2 0 1 7**



Avis de recrutement

Poste: Représentant
du pays - Athènes

Description

Nous sommes à la recherche de notre délégation en Grèce pour une Représentant du pays

Situation et conditions de travail: Athènes - Grèce

Taux d'activité: 100%

Date de début du message: 10/07/2017

Durée: 12 mois

Date limite: Terre des hommes ne fixe pas de date de clôture pour ce poste; le recrutement

est en cours jusqu'à ce que le poste soit comblé.

Conditions :

contrat salarié suisse 3'800 CHF (~ 3'300 €) <> 5'200 CHF (~ 4'500 €) nets / mois selon expérience x 13, Vacances: 25 jours par an. hébergement local et le transport, l'assurance maladie, accident et assurance rapatriement médical, vol de retour.

C o n t e x t e :

En 2015, 850 000 réfugiés sont arrivés par mer aux îles grecques et le 1er Décembre 2016 à un 171 785 réfugiés supplémentaires entrés en Grèce. La grande majorité proviennent de dix

pays producteurs de réfugiés du monde, principalement de la Syrie 47%, 24% en Afghanistan et en Irak 15%. Le pourcentage des femmes et des enfants qui arrivent a augmenté, avec 58% en 2016 par rapport à 47% en 2015. Suite à la fermeture des frontières dans les Balkans (8 Mars 2016) et la mise en œuvre de l'accord UE-Turquie (20 Mars), les réfugiés arrivant en Grèce ne pouvait pas continuer leur voyage vers l'Europe occidentale et plus de 47 000 réfugiés sont actuellement bloqués en Grèce.

Terre des hommes (Tdh) a commencé à travailler en Grèce depuis Mars 2016 autour de Thessalonique dans les sites d'accueil d'urgence.

La suite à la page 33

JOBS CAMPUS

La suite de la page 32

Maintenant, Tdh a deux bases opérationnelles, une en Epire Région (Ioannina) et l'autre à Thessalonique. Les projets financés par ECHO et Chaîne du Bonheur se concentrent sur la protection des enfants, le soutien psychosocial et de l'éducation. Tdh exécute également un projet de protection de l'enfance régionale dans les Balkans avec des partenaires locaux.

Plus d'informations sur:
<https://www.tdh.ch/en/our-interventions/greece>

Principales responsabilités :

Stratégie et politique institutionnelle

Ensures implementation and compliance to Terre des hommes Foundation Strategic Plan, Terre des hommes regional strategic plan and Terre des hommes thematic policies in the field;

En collaboration avec le bureau, élabore, met en œuvre et examine la stratégie nationale pour Terre des hommes en Grèce.

gestion du cycle de projet

Encadrer, supervise et coordonne toutes les activités liées à la mise en œuvre des projets de Terre des hommes en Grèce selon les directives de proposition et d'indicateurs, le budget et les plans de travail;

In consultation with Terre des hommes's Emergency desk, develops new projects in-line with Terre des hommes strategic plan and thematic policies;

Élaborer des plans de travail annuels et / ou d'un projet;

Développe des systèmes de suivi et d'évaluation pour tous les travaux du projet;

En collaboration avec l'équipe de direction et le personnel du projet, examine l'état d'avancement de chaque projet mensuel;

Avec le soutien technique des personnes ressources (thématique), surveille la qualité du travail accompli et suggère des moyens d'amélioration;

Évaluer l'efficacité et l'efficacité du travail accompli et des moyens pour que d'autres améliorations.

C o m p t e - r e n d u

Fournit le Bureau des rapports d'activité mensuels de qualité et des rapports annuels conformes aux objectifs du projet et les indicateurs;

Fournit le bureau et / ou les donateurs avec des rapports intermédiaires et finaux la qualité du projet selon le contrat.

F i n a n c e

Est responsable de la gestion financière globale de la délégation;

Assure un suivi serré de tous les budgets, y compris les contrats de donateurs et prend les mesures nécessaires en cas de sur / sous les dépenses;

Fonctionne avec le coordonnateur des finances

et d'administration sur la budgétisation, la comptabilité et l'audit selon les besoins.

Gestion des ressources humaines

Gère (supervision, soutien, formation, etc.) Terre des hommes employés en Grèce, des expatriés ainsi que le personnel local;

évalue périodiquement le personnel sous son / sa responsabilité;

Assure les règles RH sont bien comprises et mises en place.

R e p r é s e n t a t i o n et mise en réseau

Représente l'organisation dans le pays, en particulier au gouvernement, les organismes officiels, d'autres organisations non gouvernementales, les partenaires et la communauté;

Veiller à ce que toutes les formalités requises par le gouvernement et d'autres organismes officiels sont bien préparés et présentés ponctuellement;

participe activement aux réunions et forums organisés par les secteurs GO / ONG / ONU en rapport avec Terre des hommes travaillent dans le pays.

Collecte de fonds

Développer et maintenir de bonnes relations avec les donateurs potentiels (institutionnels, locaux, etc.);

Identifie de nouvelles

La suite à la page 34

JOBS CAMPUS

La suite de la page 33

sources de financement;
Initiés et dirige l'élaboration de nouvelles propositions de projets;

Sécurise nouveaux contrats.

A d m i n i s t r a t i o n

Implements and updates Terre des hommes delegation's rules and procedures;

Veiller à ce que les contrats, règles et procédures respectent toutes les exigences de la législation nationale.

V a l e u r s

Dans son / ses activités professionnelles, adhérer aux valeurs définies dans le plan stratégique: l'engagement, l'expertise, l'intégrité et de l'autonomie;

Travailler dans différents milieux culturels et dans des situations difficiles, face à la confrontation en raison des différences (interculturelle).

Abus politique de prévention - Politique de protection des enfants (RPC)

Engagent à adhérer à la politique de protection des enfants Terre des hommes et les principes liés aux droits de l'enfant;

Engagent à assurer la meilleure application possible de la politique de protection des enfants (RPC) et de la gestion des risques opérationnels dans son / sa zone d'intervention et au sein des équipes de projet (dans le cas d'un

problème identifié, contacter le siège pour le signaler);

Aider à la mise en œuvre des ressources pour la promotion de la sensibilisation et la surveillance nécessaires à sa / ses collègues locaux à adhérer à la politique de protection des enfants (RPC) et de la gestion des risques opérationnels;

Participer à des cas de protection de suivi, des allégations ou des éventuelles violations / potentielles de la politique de protection des enfants sous la supervision du siège;

En collaboration avec le Coordinateur Log et les coordinateurs de terrain, d'analyser la situation de sécurité dans son / sa région et informer le représentant au moyen de rapports périodiques.

Profil :

Diplôme universitaire dans un domaine pertinent

Langue: Excellentes aptitudes orales et de rédaction en anglais. D'autres langues, y compris (mais pas obligatoire) un grec ou le français et

Les expériences et aptitudes - Au moins 5 ans d'expérience précédente d'ancienneté dans une ONG à un poste de direction dans le domaine (+) expatriation au moins un an en tant que représentant du pays

expérience réussie de l'élaboration de stratégies humanitaires et d'assurer un

niveau élevé de financement des bailleurs de fonds institutionnels (OFDA, BPRM, DFID, ECHO, l'ONU, etc.)

conditions contractuelles

Le poste est basé à Athènes avec de fréquents voyages à Ioannina et à Thessalonique.

12 mois, sous réserve de disponibilité des fonds

Starting date (Non negociable) : 15th July 2017

Le candidat doit avoir le droit de travailler dans l'UE

Le candidat doit avoir un permis de conduire valide

Politique de protection des enfants:

Pour engager à respecter Tdh politiques de gestion des risques, y compris: la politique de protection des enfants, la sécurité et la politique et de lutte contre la fraude / Politique de sécurité corruption, Politique de dénonciation

Pour engager à assurer la meilleure application possible des e politiques de gestion des risques de Tdh en Grèce

Pour engager à informer les superviseurs et de traiter tous les cas, les allégations ou possibilité de transgression, même potentiel, des politiques de gestion des risques Tdh

Nous offrons un travail passionnant et varié, utile et significative, dans une équipe

La suite à la page 35

JOBS CAMPUS

La suite de la page 34

qui veut faire une différence pour les enfants vulnérables.

Es tu intéressé? Voulez - vous faire face à ce défi?

P r o c é d u r e :

S'il vous plaît postuler sur notre site: www.tdh.ch/en/jobs Nous ne prendra en considération les demandes complètes en ligne correspondant au profil requis. Votre demande doit comprendre un CV complet et une lettre d'accompagnement. Si vous n'êtes pas sur la liste restreinte, votre dossier sera détruit par nous, selon les règles de protection des données.

Si vous faites face à des difficultés dans l' application en

ligne, s'il vous plaît contacter notre service **RH : rh@tdh.ch**

Terre des hommes offre des conditions de travail égales pour les hommes et les femmes. En outre, pour les candidats ayant des qualifications équivalentes et pour les postes ayant des responsabilités, les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Les procédures de recrutement et de sélection de Terre des hommes sont le reflet de notre engagement pour la sécurité des enfants et de la protection.

Ville

A t h è n e s

Fonctions

Autre, Gestion **Coordination, de projet**

Activités **A u t r e**

Pays **Europe,** **Grèce**

Contrat **C D D**

Postuler en ligne
https://tdh.luceosolutions.com/recrute/fo_annonce_voirphp?id=836&idpartenaire=2002

Date de fin de validité
1 1 / 0 6 / 2 0 1 7



Avis de recrutement

• **Poste : 05 ASSISTANTS COMPTABLES**

• **Type d'offre : Stage**

• **Métier(s): Finances/ Comptabilité**

• **Niveau(x): BAC+2, BAC+3**

• **Expérience:**

• **Lieu: YOPOUGON**

• **Date de publication: 17/05/2017**

• **Date limite: 29/05/2017**

GRUPE DANIEL EXPERTISE SARL

RECRUTE

05 ASSISTANTS COMPTABLES

Description du poste

Le GROUPE DANIEL EXPERTISE sarl, cabinet comptable et fiscal sis à YOPOUGON- NIANGON A GAUCHE, recrute 5 assistants comptables en fin de cycle de formation BTS et Licence.

Profil du poste

- Étudiants en fin de cycle des filières comptables
- Bonne maitrise des logiciels bureautiques
- Dynamique, travail en

équipe

- Avoir des aptitudes commerciales

Dossiers de candidature

Envoyer votre CV+lettre de motivation à cesairekouassi07@gmail.com où au siège du cabinet sis à YOPOUGON NIANGON A GAUCHE à proximité de la pharmacie Théodora.

Pour plus d'informations appelez le 23 45 57 34 ou le 09 44 60 44

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

20/05/2017 AU 27/05/2017 Groupe III

Ave Maria 25 47 98 88	Hosanna 25 41 26 48	Sacré cœur 25 34 60 60
Balkuy 25 37 51 36	Jeunesse 25 34 35 04	Saint Julien 25 38 06 10
Baraka 25 33 02 72	Kamin 25 34 30 28	Saint Lazare 25 36 86 48
Belle ville 25 40 84 14	Kilwin 25 50 84 62	Saint Michel 25 45 48 08
Cathédrale 25 31 28 07	La Sainte Trinité 25 41 26 46	Santé-validité 68 91 87 04
Charis 25 47 98 78	Mariama 25 30 05 76	Savane 25 31 13 48
Concorde 25 31 29 49	Naab Raga 25 30 06 27	Taoko 25 36 69 27
Coura 25 38 83 90	Naaba Koom 25 35 70 46	Téranga 25 36 09 70
Djimbina 25 35 77 65	Nagrin 25 46 90 48	Wendenda 25 31 09 64
Dunia 25 36 20 51	Nazani 25 36 65 10	Yennega 25 37 03 37
Ecoles 25 31 52 32	Ninrwa 25 41 80 38	Zone I 25 48 15 13/53
Fraternité 25 36 48 00	Noom-Wendé 25 50 31 17	Zoungrana 25 40 98 75
Galiem 25 35 28 44	Pissy 25 43 13 35	

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjuman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO